

Bataille ouverte sur le plan d'économies

FINANCES DE LA CONFÉDÉRATION Le paquet d'allègement budgétaire s'annonce comme un dossier explosif au parlement. Parmi les points sensibles figure la contribution du secteur agricole aux efforts d'assainissement. La gauche agite déjà la menace d'un référendum

FANNY SCUDERI, BERNE

Le parlement affine dès aujourd'hui le paquet d'allègement budgétaire (PAB). Le Conseil fédéral vise 8,5 milliards d'économies entre 2027 et 2029.

Durant la session de décembre, le Conseil des Etats a réduit d'un tiers le volume d'économies, pour les évaluer à 5,5 milliards de francs sur les trois ans. Au grand dam de la conseillère fédérale PLR Karin Keller-Sutter, qui ne cesse d'alerter sur des finances assombries par la hausse du budget militaire – le parlement a décidé d'avancer à 2032 l'objectif d'atteindre des dépenses pour la Défense à hauteur de 1% du PIB, contre 2035 auparavant – et les besoins croissants des assurances sociales.

La gauche rejette en bloc le programme et menace de recourir au peuple. Des comptes 2025 meilleurs qu'attendu confortent ses critiques. La Confédération a bouclé avec un excédent de 259 millions sur un budget de près 90 milliards de francs.

Face à des coupes imminentes, les associations et syndicats des étudiants et du personnel des hautes écoles sont montés au créneau hier. Ils appellent au rejet «des mesures d'austérité». Si ce n'est pas le cas, Sophie Wang, coprésidente de l'Union des étudiant·e·s de Suisse, a annoncé qu'un référendum serait lancé.

La majorité bourgeoise ne craint pas la votation populaire et encore moins un rejet du PAB par le peuple. Un tel scénario réduirait à néant le processus d'assainissement entamé par la grande argentine. «La population veut des finances à l'équilibre. Elle l'a dit en votant le frein à l'endettement», affirme le conseiller national (PLR/TI) Alex Farinelli, se réfé-

«Ce n'est pas parce qu'on a une entrée d'argent surprise qu'il ne faut pas épargner. Ce ne sont pas des recettes structurelles»

ALEX FARINELLI, CONSEILLER NATIONAL (PLR/TI)

rant à la votation de 2001. Le budget de la Confédération continuera de grossir ces prochaines années, malgré les économies. «En trois ans, nous aurons 10% d'augmentation. Selon la gauche, nous détruisons l'Etat et causons une catastrophe sociale? Absurde.»

L'excédent des comptes n'y change rien. «Ce n'est pas parce qu'on a une entrée d'argent surprise qu'il ne faut pas épar-

gner. Ce ne sont pas des recettes structurelles», insiste le conseiller national tessinois. Le groupe libéral-radical veut d'ailleurs faire le ménage dans les subventions fédérales. Il a déposé une motion visant à «supprimer les subventions nuisibles» au terme d'un examen optimisé des dépenses. La Chambre des cantons en débattrait le 18 mars, sauf changement d'agenda. «C'est un doublon inutile du rapport Gaillard», fustige le sénateur Baptiste Hurni (PS/NE). La majorité de la Commission des finances de la Chambre de cantons l'a par ailleurs rejetée.

Des coupes contestées

Le PAB risque de faire des allers-retours entre le Conseil national et celui des Etats afin d'éliminer les quelques divergences. «Aujourd'hui, nous avons des comptes positifs, qui font du bénéfice. La ministre des Finances dit qu'il s'agit d'un événement exceptionnel lié au canton de Genève. Mais ces imprévus, positifs ou négatifs, ont chaque année tendance à s'équilibrer. Il y a une volonté, à droite, de peindre le diable sur la muraille dans le but de couper les prestations de l'Etat», esquisse l'élue neuchâteloise. Lui veut pointer des perspectives positives pour les finances fédérales: les recettes de l'imposition minimale de l'OCDE ou des contributions de la BNS.

Les coupes prévues dans l'agriculture

pourraient devenir un champ de bataille. Le Conseil des Etats les a supprimées lors du premier examen, mais la Commission des finances du National propose de les rétablir, pour environ 50 millions de francs par an d'économie. Une minorité composée de l'UDC et du Centre tentera de renverser cette décision. Ils pourraient être

« Il y a une volonté, à droite, de peindre le diable sur la muraille dans le but de couper les prestations de l'Etat»

BAPTISTE HURNI, CONSEILLER AUX ÉTATS (PS/NE)

rejoints par des élus de gauche, en échange d'une réduction des coupes dans d'autres secteurs, comme la formation ou la santé.

Pour le conseiller national Yvan Pahud (UDC/VD), il est «injuste» de toucher au budget de l'agriculture: «C'est le seul poste de la Confédération qui n'a jamais été augmenté ni indexé. Elle joue un rôle central dans notre autonomie alimen-

taire, on ne peut pas encore l'affaiblir.» Lui non plus, ne craint pas une consultation populaire: «Les charges progressent plus vite que les revenus. Si on n'en prend pas la mesure, il faut le dire clairement, des hausses d'impôt attendent les Suisses. Et ça, personne n'en veut.»

A l'inverse, le conseiller national Gerhard Andrey (Les Vert·e·s/FR) est convaincu de pouvoir remporter un potentiel référendum. «Aujourd'hui, on coupe dans des investissements essentiels pour l'avenir: rénovation des bâtiments, électrification de la mobilité ou protection du climat. Ces coupes affaiblissent la viabilité future du pays.» Des arguments de poids selon lui, d'autant «qu'aucune recette supplémentaire socialement équilibrée n'est réellement prévue. On parle plutôt d'augmenter la TVA, donc de faire payer davantage les ménages.» Ces mesures d'économies, qu'elles soient dans l'agriculture, la protection du climat ou dans la formation et l'innovation «montrent une politique financière obsédée par les chiffres à court terme, plutôt que par l'avenir du pays.»

Cette nouvelle confrontation budgétaire occupera les Chambres pendant trois semaines. L'enjeu est clair: finaliser le projet pour permettre, en cas de référendum, une votation avant l'entrée en vigueur prévue en 2027. ■